État, institutions et administration

Dix ans en un coup d'œil : les chiffres clés

L'ESSENTIEL

Moins de papiers et une aide près de chez soi : les démarches se simplifient avec les déclarations préremplies et France services. La vie publique est davantage contrôlée. Simplifier les normes et mieux protéger les élus restent des priorités.

8 chiffres clés avant → aujourd'hui

Carte d'identité et passeport : délais

15,8 j 2018 → **17 j** fin 2024 — après dépôt

Hors attente du rendez-vous en mairie.

Assemblée nationale, 2023 ; RAP 2024, indic. 3.5

Espaces France services

0 2017 → **3 067** en 2026 — nouveau

Une aide humaine près de chez soi.

ANCT

Déclarations d'impôt automatiques

0 2017 → **10,6 M** en 2025 — nouveau

Plus rien à remplir si tout est juste.

DGFiP

RSA et prime d'activité préremplis

0 2017 → **6,4 M** en 2026 — nouveau

Moins de papiers pour ses aides.

CNAF, mars 2026

Inscrits sur les listes électorales

88,6 % 2017 → **95 %** en 2026 — +6,4 pts

Plus de Français peuvent voter.

Insee

Responsables publics contrôlés

15 800 2017 → **18 000** en 2026 — +14 %

Plus d'élus et de dirigeants contrôlés.

HATVP

Impôt prélevé à la source

0 € 2017 → **87,8 Md€** en 2025 — nouveau

L'impôt payé au fil des revenus.

DGFiP, compte général de l'État 2025

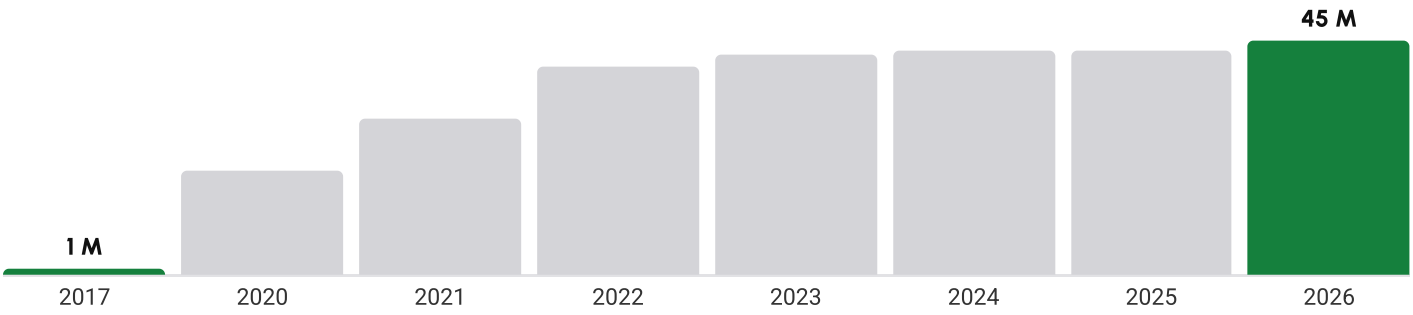
Âge moyen des élus locaux

58 ans 2017 → **53 ans** aujourd'hui — −5 ans

Des élus plus jeunes.

DGCL ; répertoire national des élus

Les utilisateurs de FranceConnect, année après année



Dinum, publications FranceConnect 2020-2026 (fin d'année ou dernier chiffre connu). M = millions.

Les 6 réformes clés

Ce qu'elles changent concrètement pour les usagers et la vie publique

1 Fin des emplois familiaux

Pour qui : **Ministres, députés, élus** — Depuis 2017

Interdit d'embaucher son conjoint, ses parents ou ses enfants avec de l'argent public.

✓ **Fin de 118 emplois familiaux au Parlement.**

Source : Loi pour la confiance dans la vie politique

2 Le droit à l'erreur

Pour qui : **Tous les usagers** — Depuis 2018

Une première erreur de bonne foi se corrige sans sanction.

✓ **116 500 cas sur 2019–2021.**

Source : Loi Essoc ; Sénat, 2022

3 Les élus mieux protégés

Pour qui : **Maires et élus locaux** — Depuis 2024

Frapper un élu est puni aussi sévèrement que frapper un policier ; l'État protège le maire menacé.

✓ **Protection accordée d'office aux maires.**

Source : Loi du 21 mars 2024

4 La procuration simplifiée

Pour qui : **Tous les électeurs** — Depuis 2022

Demande en ligne, et le vote peut être confié à un électeur d'une autre commune.

✓ **3,4 M d'électeurs aux législatives 2024.**

Source : Insee, octobre 2024

5 La parité dans toutes les communes

Pour qui : **Candidats aux municipales** — Depuis 2026

Les listes alternent femme-homme aussi dans les communes de moins de 1 000 habitants.

✓ **Parité dès les municipales de mars 2026.**

Source : Loi du 21 mai 2025

6 Les maires mieux indemnisés

Pour qui : **Maires des petites communes** — Depuis 2019

Indemnité relevée pour les maires et adjoints des communes de moins de 3 500 habitants.

✓ **Jusqu'à +50 % sous 500 habitants.**

Source : Loi Engagement et proximité, déc. 2019

À AMÉLIORER

Des maires qui démissionnent

613 démissions en 2023, contre 293 en 2017.

AMF ; Cevipof, juin 2025

Toujours plus de normes

48 millions de mots de droit en 2025, contre 42,5 millions en 2021.

SGG ; Fondation iFRAP

Violences envers les élus

2 478 atteintes déclarées en 2025, contre 2 430 en 2022.

CALAÉ, juin 2026

Réformes votées depuis 2017 ; résultats aussi liés aux administrations et collectivités. Titres : après dépôt, hors rendez-vous ; mesure modifiée en 2024. Pas de moyenne comparable en 2017 : départ en 2018. HATVP = Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ; SGG = Secrétariat général du Gouvernement.